



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité Départementale des Côtes d'Armor

À Plérin, le 5 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022



Contexte et constats

Publié sur

LIP à TREMOREL
ZI du L'Iflet
222300 TREMOREL

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2022 dans l'établissement LIP implanté Site ZI de L'Iflet 22230 TREMOREL. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lavage Industriel Plastiques LIP (exEST)
- ZI de L'Iflet 22230 TREMOREL
- Code AIOT dans GUN : 0005518026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement LIP est spécialisé dans le lavage de caisse en plastiques destinée à l'agroalimentaire. Son activité est principalement soumise à autorisation au titre de la rubrique 2795 en raison d'une consommation d'eau de 150 m³/j. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'autosurveillance des rejets aqueux
- les réseaux d'eaux
- produits chimiques (REACH : fiches de données de sécurité)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Station de traitement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.4.6.4.9	/	Sans objet
Valeurs limites des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.4.9	/	Sans objet
Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 10.2.3.1	/	Sans objet
Rejets d'eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.4.6.3	/	Sans objet
Schéma des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.3.2	/	Sans objet
Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 8.4.1	/	Sans objet
Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	/	Sans objet
Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de l'inspection ne conduisent pas à établir de non-conformité à ce stade. Mais 3 constats sont susceptibles de suites. L'arrêté préfectoral pourra être adapté sur le sujet du pré traitement des rejets sous réserve que l'exploitant apporte des justificatifs.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 10.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Les résultats de l'auto-surveillance des rejets aqueux sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). En cas d'impossibilité technique, les résultats seront transmis, par voie postale ou électronique, à l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme depuis le 1er janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement
Prescription contrôlée : Dans le cadre de son auto-surveillance, le site doit disposer : <ul style="list-style-type: none">- d'un débitmètre permettant une mesure continue du débit rejeté dans le réseau d'assainissement,- d'un préleveur échantillonneur automatique réfrigéré permettant la conservation des échantillons à une température de 4°C
Constats : Le site dispose d'un débitmètre permettant de mesurer en continu le débit d'eau résiduaire envoyé vers la station d'épuration communale. Il dispose également d'un échantillonneur-préleveur automatique réfrigéré. La température de conservation des échantillons n'a pas fait l'objet de vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Schéma des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux d'eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion),- implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Station de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.4.6.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, stations de traitement
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de sa bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Avant le 31 décembre 2018, la société L.I.P devra mettre en place une installation de traitement comprenant à minima les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">• neutralisation du pH par acide,• floculation,• séparation. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
Constats : Ces installations n'ont pas été mises en place sur le site. Néanmoins, les résultats d'autosurveillance des rejets d'eaux vers la station d'épuration communale pour les paramètres pH, MES, DCO, et DBO5 ne présentent pas de non-conformité pour les années 2021 et 2022. L'ensemble des résultats télédéclarés pour le mois de janvier est conforme aux valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Aussi, l'exploitant doit fournir les justificatifs permettant de s'assurer que la mise en place de ces installations ne s'avère pas nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Susceptible de suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 4.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets eaux pour l'année 2021 et 2022 ne présentent pas de non-conformité pour l'ensemble des paramètres de suivis excepté concernant la concentration en AOX (composés aromatiques organochlorés). Pour ce paramètre, il est fréquemment constaté des concentrations non conformes dont les valeurs sont très fluctuantes eu égard aux conditions d'exploitation. L'exploitant a évoqué une piste de réduction de la formation de ces AOX via la possibilité de modification du cahier des charges pour la réception de certaines caisses à nettoyer qui en raison de leur origine entraînerait des flux polluants importants. Sur ce point, il convient de noter que les effluents industriels du site ne sont pas rejetés au milieu naturel mais sont envoyés pour traitement vers la station d'épuration communale et que l'ensemble des concentrations en polluants des rejets du mois de janvier y compris en AOX, respecte les valeurs limites réglementaires.
Malgré l'engagement de l'exploitant à prendre des mesures de réduction de la pollution en amont de sa chaîne de nettoyage, l'inspection demande la transmission d'un plan d'action présentant: <ul style="list-style-type: none">- une analyse préliminaire détaillée des conditions d'exploitation à l'origine du dépassement de la concentration en AOX dans les eaux résiduaires en fonction des différentes lignes de nettoyage de leurs caractéristiques, leur consommation et de la typologie des matériaux qui y sont nettoyés,- le descriptif des différentes mesures envisagées ainsi que les contraintes techniques associées en cohérence avec l'analyse préliminaire,- un échéancier de mise en place des mesures correctives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement
Prescription contrôlée : I – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : Contrôle par sondage: les produits lessiviels stockés dans le local technique ainsi que le principal produit de désinfection alimentant en continu les tunnels de lavage sont équipés de rétentions suffisamment dimensionnées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Contrôle par sondage Conforme pour le PENNGAR L35
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage
Prescription contrôlée : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs. b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage. c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19. e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20. f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21. g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22.
Constats : L'étiquetage du PENNGAR L35 ne contient pas les données suivantes sur la cuve de 9m3 extérieure ni sur les cuves tampons situées dans le local technique: - le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs. - les conseils de prudence conformément à l'article 22
L'étiquetage des stockages doit être mis en conformité à l'article 17 du règlement européen.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Risques chroniques, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : contrôle par sondage sur le produit PENNGAR L35: produit ininflammable. L'inspection n'a pas d'observation à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Risques chroniques, Dispersion accidentelle
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Contrôle par sondage sur le penngar L35: conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage (ambiance)
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Lors de la visite les stockages de PENNGAR L35 étaient stockés au frais. L'inspection attire néanmoins l'attention de l'exploitant en cas de pic de chaleur de s'assurer auprès de son fournisseur que les conditions de stockage sont en adéquation avec les caractéristiques du produit. Aucun produit incompatible n'était stocké à proximité ou dans les rétentions du Penngar L35. La cuve extérieure d'approvisionnement de l'ensemble de l'usine est en PEHD tel que le recommande la FDS. Cependant, les cuves tampons ne semblaient pas être en polyéthylène haute densité, conditions de stockage recommandées dans la FDS du fournisseur. L'exploitant doit transmettre les éléments permettant s'assurer que les conditions de stockages sur site sont compatibles avec le produit stocké.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Risques chroniques, utilisation pertinente
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : conforme pour le PENNGAR L35
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet